|  |
| --- |
| **Matrice des résultats UNDAF + : Axe 1 Paix, Sécurité et réconciliation** |
| **Priorité nationale**: Restauration de la sécurité des personnes et des biens sur l’ensemble du territoire national ; mise en œuvre d’une politique active de réconciliation nationale |
| **Effets UNDAF** | **Indicateurs, lignes de base, Cible** | **Moyens de vérification** | **Risques et hypothèses** | **Rôle des Partenaires** | **Ressources indicatives** |
| ***Effet 1: La paix et la stabilisation sont assurées à travers un dialogue politique inclusif, une réforme des institutions concernées et la promotion d’une coexistence pacifique et le respect des droits humains*****Lead : Gouvernement****Co-lead : Division SSR/DDR, PAD****Autres** : Médiation, Affaires Civiles, UNDP, UNODC, UNMAS, UNPOL, UNICEF, HRD, Genre, IOM, ONUFEMMES | # instances d’insécurité dans le nord (lié au conflit armé, terrorisme, crimes,)Base 2013 : Intensité conflit actif et actes terroristes ; Cible 2019 : Perception stabilisation et réconciliation# victimes d’incidents explosifs Explosifs : Base 2013: 44; cible 2019 : 0Degré d’exécution de l’Accord de Paix globalBase: N/A; Cible: à déterminer# de réfugiés/déplacés internes (désagrégés par refugié/PDI et par région)Base: 140,033 réfugiés, 126,249 PDI (31 juillet 2014); Cible: 0 Nombre de violation des droits de l'homme liés au conflit et les violations du droit international humanitaireBase: 2012-2014: 112 ; Cible 2019 : 0Nombre d'incidents impliquant des violations graves contre les enfants touchés par les conflits armésBase: 32, Cible : 0 | Accords sécuritaires et politiquesRapports UNDSS,Rapports JMAC, JOC, UNDSS, UNPOL, Force, Civil Affairs et Droits de l’hommeUNMAS base de donnéesUNDSS base de donnéesPlan décennal de la réconciliation Plan d’action d’exécution de l’Accord ; revues CMPBase de données section des droits de l’homme  | Faible engagement Inflation ex-combattantsPerceptions biaiséesProjets fragmentées, non coordonnées/synchronisés Exclusion/IndifférenceRéticences du GdM et Confiance des PartenairesL'accès limité empêche une vérification indépendante par la section droits de l’homme | Mise en œuvre, Coordination, InfrastructureFinancement, Contribution aux Renforcement des Capacités/FormationSuivi et rapportageWB, MISAHEL, EUTM/EUCAP, Ambassades, ForceSuivi et rapportage |  |
| **Produit 1 Dialogue politique / médiation:**Les mécanismes de dialogue politique et de médiation inclusifs sont améliorés à travers le renforcement des capacités techniques des institutions gouvernementales et des autres acteurs nationaux y compris les groupes armés  | **Indicateur 1.1** Nombre d’institutions nationales renforcées (ministères, partis politiques, institutions spécialisées) pour la gestion des conflits et la promotion de la paix et la réconciliation Base: 0 ; Cible: 2 institutions (par année)**Indicateur 1.2** Nombre d’actions prises dans le cadre de l’application l’Article 21 de l’Accord préliminaire de Ouagadougou dans le contexte de l’Accord de Paix global Base: 6/an ; Cible: 18/an**Indicateur 1.3** Nombre d’organisations de la société civile, y compris les jeunes et les groupes de femmes / dirigeants, soutenus par les Nations Unies pour participer au dialogue politique au cours de toutes les phases du dialogue politique Base: ?; Cible: 2 organisations par thème**Indicateur 1.4**  % de groupes thématiques participants aux négociations qui ont une représentation des femmes d’au moins 30 %et médiation au sein des commissionsBase: 0 ; Cible: 100%**Indicateur 1.5** % Engagements en matière de RH dans l'accord de paix mis en œuvre Base: 0 ; Cible: 50%**Indicateur 1.6** Nombre de régions et de cercles ou de séances de restitutions ont étés organisées Base : 0 Cible : 9 régions et 49 cercles**Indicateur 1.7** Nombre de stratégies et de plans d’action développés par le Min de la RéconciliationBase : 0 Cible : 2 stratégies ; 2 plans d’action | Code Cables O/SRSGMinutes des réunions du CSE et CTMS Documents / analyse des ateliers thématiques sur la base de 5 thèmes de la feuille de routeDocuments issus de Pad et / ou des ateliers de CAD- organisésRapports des mécanismes internationaux des droits humainsRapports d’activités/ Rapports de projetsDocument de la stratégie et du plan d’action du MRN | Faible engagement par les deux parties dans le cadre du processus de paixDétérioration de l'environnement politico-sécuritaireExclusion de certains groupes du processus de dialogue inclusifFaible engagement pour la promotion des droits de l’homme Les organisations de la société civiles existantes sont politiséesL’accès aux communes est limitéLa sécurité volatile | Appui technique Suivi et analyse indépendanteFormations et appui logistique et technique OSC et MRN |  |
| **Produit 2.Secteur de la sécurité** :Le secteur de la sécurité est renforcé par la mise en œuvre de la politique nationale de la réforme du secteur de la sécurité, y compris la lutte contre les crimes transnationaux | **Indicateur 2.1** Taux d’exécution des actions inscrites dans le Plan National RSS 2015-2019Base : 0 ; Cible 100%**Indicateur 2.2** Nombre d’inspections effectuées par an par les institutions de contrôle sur les forces de Défense et de SécuritéBase : 0; Cible : 4 par an**Indicateur 2.3** Proportion de plaintes contre les forces armées et de sécurité maliennes qui sont traitées à terme par le système de justice formel Base : 5% Cible: 50%**Indicateur 2.4** Nombre des lois évaluées en vue de vérifier leur conformité avec les conventions internationales en matière de lutte contre la criminalité transnationale organisée et ses protocoles additifs, le trafic de drogue, le terrorisme et la corruptionBase 0 – Cible 6**Indicateur 2.5** Nombre des structures Spécialisées créées et formées enmatière de police judiciaire pour faire face aux problèmes de la criminalité organisée transnational Base : 1 (Office central des stupéfiants) , Cible :3 (criminalité organisée , terrorisme, criminalité économique et financière)**Indicateur 2.6** Les capacités de coopération internationale, en matière de lutte contre la criminalité transnationale, renforcées et harmonisées avec l’implication de tous les services de sécurité concernés à savoir la police, la gendarmerie nationale et la douane Base 1 (police) Cible 2 (gendarmerie et douanes)**Indicateur 2.7** Nombre des postes frontières aériens, terrestres et maritimes (port sec de Bamako) dont les capacités ont été renforcées sur le plan opérationnel et technique.base 2 cible 9 postes frontières***.*** **Indicateur 2.8** Nombre de forces armées et de sécurité maliennes formées en droit international des droits de l’homme et principes humanitaire Base: 2013-2014 : 4,100 , Cible: 10,000  | Actes administratifs du Gouvernement et des Institutions de Sécurité (décrets, arrêtés ministériels, rapports d’inspection annuels, rapports d’activités annuels, audits du VGE, etc.) dossiers judiciairesSuivi et évaluation Les comptes rendu d’activité adressés au bureau régional UNODCLes inspections faites par ce bureau et par le siège de l’UNODC à Vienne. Les rapports d’activité de l’UNODC qui font l’objet d’une diffusion publique.  | Chaque Ministre met en œuvre un plan sectoriel RSS dans son département sans coordination avec les autres.Financements nationaux ou ceux des partenaires insuffisants pour soutenir le processus RSS national. Bien que formés, les membres de la Commission Défense et Sécurité ne mettent en œuvre leurs prérogatives de contrôle parlementaire. Les forces de défense et de sécurité refusent de se soumettre au contrôle parlementaire. Les résultats du contrôle parlementaires des forces de défense et de sécurité ne sont pas suivis de mesures et de recommandations concrètes pour le Gouvernement. Réticence de certains services actuellement compétents de se dessaisir au profit du groupe d’investigation spécialisé, notamment en matière de terrorismeLa non disponibilité de locaux adéquats pour abriter ce laboratoire, sachant que les locaux de la PTS doivent être isolés selon des normes qui permettent la préservation des preuvesLe risque que certains services ne veulent pas travailler dans le cadre d’équipes conjointes pour éviter la pluralité des contrôles | Plaidoyer auprès du Gouvernement pour l’adoption d’un plan RSS nationalParticipation de la MINUSMA et des partenaires internationaux dans les groupes de travail sur la RSS mis en place par le Gouvernement. Financement Formation des parlementaires.Appui budgétaire de la Commission pour la réalisation des missions de contrôle. Plaidoyer auprès du Gouvernement pour la lutte contre l’impunité. Appuyer cette approche de la création de ces services spécialisés en raison de leur utilité.Participer au financement de l’aménagement du local, de l’achat du matériel et la formation du personnel. A défaut accréditer leurs experts pour la conception et le développement informatique de tels outils  | Budget RSS 2014-2015Financement des partenaires.Fonds QIPs.Fonds PBFTrust Funds |
| **Produit 3.DDR/Réinsertion*:*** Les capacités techniques, logistiques et institutionnelles de la Commission nationale de DDR et des acteurs concernés sont renforcées pour la mise en œuvre d’une démobilisation et d’une réinsertion inclusive (ex-combattants, milices et groupes d’auto-défense, communautés et groupes vulnérables, notamment les enfants) | **Indicateur 3.1** Nombre d’ex combattants cantonnés Base : 0 ; Cible : 6000-10000 **Indicateur 3.2** Nombre d’ex éléments des groupes armés, personnes associées (y compris femmes, hommes, enfants, handicapés, et membres des communautés) ayant été enregistrés et ayant bénéficié des projets de RéinsertionBase : 0 ; Cible : 8000-10000**Indicateur 3.3** Nombre de sites de cantonnement construits/réhabilitésBase: 1 ; Cible : 8**Indicateur 3.4** Nombre des femmes prises en compte dans les programmes spécifiques de réhabilitationBase: 0 ; Cible : à préciser après les négociations **Indicateur 3.5** % d’ex combattant étrangers et dépendants rapatriésBase: 0 ; Cible : 100% **Indicateur 3.6** Nombre d’enfants associés aux groupes armés relâchés et réunis avec leurs famillesBase: 0 ; Cible : à préciser après les négociations  | PV de réunionsRapports d’activités (EMOV, ERS réf Mode opératoire cantonnement)Accord global de Paix pour définir la cible finaleRevue et rapports Programme national DDRRapports de la Section DDRPhotos Rapport des opérations d’enregistrement/démobilisation (base de données)Liste des bénéficiaires aux projetsPV des réunions des comités locaux de projets  | Faible volonté politique des parties pour sa mise en place/Non inclusion de certains groupes dans la commission L’exclusion de  la communauté dans la réinsertionAbsence d’accord entre les parties sur le DDR ou manque  de financementLes Groupes Armes ne présentent pas les vrais combattants et leur armement.Situation politique et sécuritaire instableFaible taux de participation des populations cibles aux projets de réinsertion dû au manque/insuffisance de financementDifficulté à mettre en place le comité local de projet à cause de l’absence des autorités localesPartenaires de mise en œuvre insuffisants Faible coopération des chefs de groupes armes à libérer les enfants soldats, ce qui peut mener à une lenteur du Processus de réunification familiale. |  |  |
| **Produit 4** : **réduction des** **risques explosifs*:*** Les risques explosifs sont réduits à travers une capacité nationale et communautaire renforcée. | **Indicateur 4.1** Nombre d’équipes/d’effectifs des FDSM formés et équipés Base 2014: 2 équipes de 6 membres; cible 2019 : 12 équipes de 6 membres**Indicateur 4.2** Nombre interventions des équipes FSDM sur terrain base 2014: 0; cible 2019 : 200 par an **Indicateur 4.3** Nombre de personnes ayant reçu une éducation au risqueBase : 228,959 (juillet 2014) ; Cible : 600,000 | Rapports de formation ; PV de transfert d’équipement Compte rendus d’interventions Base de données des personnes ayant reçu une éducation au risque (MRE/UNICEF) | Situation sécuritaire dans le NordEngagement insuffisant des acteurs nationauxManque de ressources pour la mise en œuvre des activités  | Financement pour les opérations de dépollution et de déminage; financement pour les activités de formation y compris les équipements; interventions de sensibilisationAssistance à la mise en œuvre, Coordination |  |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Effet 2: D’ici 2019, la cohésion sociale est facilitée par la justice transitionnelle, le dialogue communautaire inclusif, la culture et l’éducation pour la paix.*****Lead : Gouvernement****Co-lead : MINUSMA/PNUD** **Autres** : UNESCO, Affaires Civiles, UNICEF, HRD, ONU-FEMMES, ECU | # conflits inter et intra-communautaires identifiésBase : 19, Cible : 0 | Cartographie mensuelle des conflits Affaires Civiles | La sécurité volatileL’accès limité aux régions reculées Duplication des projets | Coordination avec les partenaires nationaux, UNCT et les PTF Identification et Analyse et des conflitsRenforcement des capacitésFinancementSuivi et évaluation |  |
| **Produit 2.1.Justice transitionnelle :**Les capacités techniques des institutions en charge du processus de réconciliation et de ***justice transitionnelle*** et de la société civile sont renforcées pour promouvoir la réconciliation, le droit à la vérité, à la justice et à la réparation des victimes, y compris les femmes | **Indicateur 2.1.1** Nombre de textes réglementaires adoptés et mis en œuvre par les membres de la CVJRBase : 0 ; Cible : 4**Indicateur 2.1.2** % des cas investigués par la CVJR par rapport au nombre de cas de plaintes déposés.Base : 0 ; Cible : 50% **Indicateur 2.1.3** Nombre de recommandations émanant du CVJR sur l’administration de la justice et la réduction de l’impunité sont exécutées selon des standards raisonnablesBase: 0, Cible : 10**Indicateur 2.1.4** Nombre de mesures des cas de réconciliation initiés par la CVJR qui sont mises en œuvreBase : 0, Cible : 10 **Indicateur 2.1.5** Nombre de structures de la société civile, y inclus les organisations des femmes, qui participent au sein de la coalition pour la justice transitionnelleBase: 05 ; Cible: 10**Indicateur 2.1.6** Nombre de recommandations émanant du rapport de la Commission Internationale d’enquête mises en œuvre Base: 0, Cible : 10 | Le rapport final de la CVJR est disponible et rendu public Les décrets des nominations et d’applicationRapports de formation disponiblesReports of the TJRC ; reports of international human rights mechanisms ; reports of HRD ; Reports of the TJRC ; reports of international human rights mechanisms ; reports of HRD ; Reports of the TJRC ; reports of international human rights mechanisms ; reports of HRD ; Membership of coalitionsreports of international human rights mechanisms ; reports of HRD ; | Risque de la non reconnaissance des animateurs de l’institution par les mouvements armés en tant que parties au processus de négociation ;Faible volonté politique des parties pour sa mise en place Non applications des recommandations de la CVJR par le gouvernementManque de ressources pour la mise en œuvre des activités Engagement insuffisant des acteurs nationauxLe processus de nomination des membres n’est pas transparentEmprise politique du Ministère de tutelle sur la CVJRLe rejet de la CVJR par les bénéficiaires / communautés La lourdeur administrative qui ralentie le décaissement des fonds | PlaidoyerAssistance technique en expertise et consultationPlaidoyerAppui technique et logistique |  |
| ***Produit 2.2. Dialogue inter-/intra-communautaire :*** Les communautés disposent des capacités techniques nécessaires à la ***prévention et à la gestion des conflits communautaires***, au renforcement de la cohésion sociale, et de créer les conditions de retour des réfugiés et déplacés | **Indicateur 2.2.1** No de Cercles ayant des mécanismes de dialogue intercommunautaire et intracommunautaire mis en place. Base : 0 Cible : 13**Indicateur 2.2.2** Nombre de médiateurs et de médiatrices (communautaires issus de l’administration locale, de la société civile, et des communautés religieuses) formés en prévention/gestion des conflits à l’échelle communautaireBaseline: 0 ; Cible : 200 **Indicateur 2.2.3 U**n réseau national de médiateurs et de médiatrices est mis en placeBase : 0 ; Cible : 1**Indicateur 2.2.4** Nombre de réunions tenues par le groupe de travail cohésion sociale du cluster protectionBase : 1 Cible 10/an**Indicateur 2.2.5** Nombre d’OSC et d’ONG nationales partenaires de la CVJR Base:6 sur 30 Cible : 5 sur 15**Indicateur 2.2.6** Nombre d’antennes de la CVJR mises en place et fonctionnellesBase: 0 Cible : 9**Indicateur 2.2.7** #/% de Comités de Gestion Scolaire (CGS) formés sur la gestion des conflits, la tolérance et la promotion de la paix. Base : 0 Cible : 80% des CGS fonctionnels au Nord | UNICEF/ Direction Régionale du Développent Social (Ministère de la Solidarité, de l’Action Humanitaire et de la Reconstruction du Nord)Rapports de formation ; Compte-rendu de réunionsActe constitutif de la plateforme ou du réseau ; rapports de mise en œuvre des activités de la plateforme ou du réseauCompte rendus de réunionsDécret de mise en place d’antenne régionale de la CVJR | Lourdeur organisationnelle qui entrave la tenue régulière des réunions | Mise en œuvre, Coordination, Financement, Suivi et rapportageEvaluation des capacités des collectivités territoriales |  |
| **Produit 2.3. Education à la culture de la paix :**Les capacités techniques et matérielles des institutions (ministère de l’Education, Enseignement supérieur, syndicats d’élèves et d’enseignants) sont renforcées pour la promotion de ***l’éducation à la culture de la paix*** et droits de l’homme. | **Indicateur 2.3.1** Le programme décennal de développement du secteur de l’éducation (2016-2025) au Mali prend en compte l’analyse et la gestion des risques de conflit dans le système éducatif malien (Oui/Non)Base : Non ; Cible :Oui**Indicateur 2.3.2** # d’enseignants formés sur le sujet de l’éducation à la culture de la paixBase : 0 ; Cible : 3000 **Indicateur 2.3.3** Nombre/% d’écoles dotées d’un plan et d’un mécanisme de prévention et de gestion de conflits.Base : 0 Cible : 80% des écoles fonctionnelles au Nord**Indicateur 2.3.4** Nombre de bibliothèques privées impliquées dans la recherche sur le savoir documentaire dans le domaine de la résolution de conflitsBase : 1, Cible :12 |  UNICEF/ Ministère de l’Education (documents de politique et de stratégie éducative)Rapports de formation ; rapports de suivi d’activitésActe constitutif du mécanisme de prévention et de gestion des conflits dans les écoles | Situation sécuritaire dans le Nord1 – Faible engagement des acteurs nationauxManque de confiance entre les acteurs de mise en œuvreManque de capacités d’analyse en matière de conflitsManque de ressources pour la préparation et la mise en œuvre de la plateformeReprise de la belligérance |  |  |
| **Produit 2.4. Patrimoine culturel :**Le **patrimoine culturel** matériel et immatériel endommagé est réhabilité et des outils pour la promotion de la diversité et des expressions culturelles sont élaborés | **Indicateur 2.4.1** # du patrimoine culturel (sites du patrimoine, musées, bibliothèques de manuscrits) endommagé réhabilitéBase : 14 mausolées détruits, 8 bibliothèques privées endommagées ; 3 mosquées classées patrimoine mondial endommagéesCible : 14 mausolées reconstruits ; 8 bibliothèques réhabilités, 3 mosquées réhabilitées**Indicateur 2.4.2** Nombre de projets de réhabilitation menés en accord avec les normes de qualité internationales grâce à l’organisation d’ateliers de formation pour les acteurs du projet Base : 0, Cible : 25 **Indicateur 2.4.3** % de manuscrits numérisés, traduits et diffusés auprès des communautés Base : 15% Cible : 100% **Indicateur 2.4.4** Nombre d’évènements culturels organisés suite au renforcement de capacités des acteurs régionaux et nationaux concernésBase : 0 , Cible :5 **Indicateur 2.4.5** % d’éléments du patrimoine culturel immatériel inventoriéBase : 5 éléments classés patrimoine mondial, Cible : 50% du patrimoine immatériel des régions de Tombouctou, Kidal, Gao et Mopti inventorié | Réception des travaux de reconstruction et de réhabilitation Rapports de formation et-de suivi Outils et support de communication pour la promotion de la diversité culturelle Inventaire sur le patrimoine culturel immatériel | Conditions socio-politiques stables et favorables.Retour des populations et du personnel des institutions.Coopération effective entre les collectivités locales, les ONG impliquées et les structures nationalesPartenaires actifs et rigoureux dans la mise en œuvre des actions. | Mise en œuvre des travaux de reconstruction Assistance technique Plaidoyer  |  |

|  |
| --- |
| **Matrice des résultats UNDAF+ : Axe 2 Gouvernance** |
| **Priorité nationale:** mise en place d’institutions fortes et crédibles |
| **Effets UNDAF** | **Indicateurs, lignes de base, Cible** | **Moyens de vérification** | **Risques et hypothèses** | **Rôle des Partenaires** | **Ressources indicatives** |
| ***Effet :*** ***Les institutions étatiques, nationales et locales, exercent de manière plus efficace leurs missions de service public et les acteurs non étatiques participent et assurent le contrôle citoyen en conformité avec les principes de bonne gouvernance et d’Etat de droit*****Lead : Gouvernement****Agences et Sections MINUSMA :****Co-lead : PNUD, MINUSMA HRD/OHCHR ; Affaires Civiles****Autres** : UNICEF, ONU-FEMMES, UNFPA, UNHCR, UNCDF, OIM | Mo Ibrahim Index (Score) Ligne de Base: 50.7 (2013), Cible: 55% de la population qui supporte le processus démocratique Nombre de incidents du violation de droits de l’homme lies au conflit et les violations du droit international humanitaireBase 2012/2014 : 112 Target : 2019 0Taux de participation générale aux élections y compris le taux de participation des femmesBase : moins de 40%Cible : +50 % Taux de femmes candidates aux élections localesBase : 16% (communales de 2009)Cible : 30%% des ressources de budget de l’Etat transféré aux collectivités.base : 3,1 % (2010[[1]](#footnote-2))Cible : 30 % [[2]](#footnote-3) | Rapport Mo Ibrahim Afro BarometerTransparency InternationalRapport du MAEP (évaluation de la gouvernance)Budget de l’Etat et des collectivités | La dégradation de la situation sécuritaire, politico institutionnelle pourrait menacer la stabilité du pays et éventuellement l’organisation des élections Probabilité : faibleMesure de mitigation : Les acteurs concernés ont marqué la volonté politique de rétablir la paix dans le Nord, restaurer l’autorité de l’État et le fonctionnement normal des institutions, promouvoir la réconciliation nationale dans le respect des principes de bonne gouvernance et de l’État de Droit. | Gouvernement du Mali Formule, assure le pilotage, la mise en œuvre et le suivi -évaluation des politiques publiques définies dans le CSCRP et des différents documents de stratégies et politiques nationales en conformité avec les principes de bonne gouvernance et de respect de l’État de Droit.Joue son rôle de détenteur d’obligations Mobilise les ressourcesAccroit les ressources des collectivités locales pour la mise en œuvre du plan d’action issu des États Généraux de la Décentralisation• assure la transposition dans l’arsenal juridique national les conventions internationales en matière de lutte contre la criminalité, l’impunité, pour le respect des principes de bonne gouvernance, des droits de l’homme et de l’État de Droit.Assure la disponibilité des ressources humaines dans les services appropriés Assurer la prise en compte du Genre dans les budgets, programmes/projetsLes organisations de la société civile et les acteurs non étatiques : participent et contribuent à la formulation, à la mise en œuvre et au suivi des stratégies et documents nationaux de politiqueParticipent à la mobilisation des ressourcesFacilitent la promotion du dialogue social.Les partenaires techniques et financiers bilatéraux et multilatéraux Apportent un appui financier, technique (Renforcement des capacités/ Conseil) et programmatique.Assurent le plaidoyer**PTF :**Pays Bas; Canada; Union Européenne; USAID; France. (plaidoyer, appui technique et financier)**ONG**CICR; AMDH; ABA ROLI; etc.:PTF : Canada, DFID, Suède, Allemagne, Danemark, Belgique, Pays-BasGouvernement : Désignation des points focaux représentant les ministères membres du CIMPDHOHCHR/HRD : Assistance technique en expertise et renforcement des capacités OHCHR/HRD : Renforcement des capacitésSoutien politique pour faire accepter l’harmonisation avec les conventions internationales |  |
| **Produit 1 :** Les capacités de ***l’Assemblée Nationale*** et des Structures de contrôle des Finances publiques (Section des Comptes de la Cours Suprême) sont renforcées en vue d’améliorer la redevabilité dans la gestion des politiques publiques. | **Indicateur 1.1** Nombre de propositions de loi soumises par l’Assemblée Nationale  base : 0 en 2014Cible : 5**Indicateur 1.2** : Nombre d’initiatives de contrôle de l’action gouvernementale prises par l’Assemblée Nationale.Lignes de base : 2/anCible : 4/an.**Indicateur 1.3** % des collectivités territoriales ayant fait l’objet d’un contrôle par la Section des Comptes de la Cour Suprême base : 2%[[3]](#footnote-4)Cible : Au moins 30% [[4]](#footnote-5) | Rapports / Journal de l’AssembléeRapport de la revue sectorielle Décentralisation et Développement Institutionnel (Ministère de la Décentralisation et de la Ville / Commissariat au Développement Institutionnel) |  |  |
| **Produit 2 :** Les capacités de l’Etat, des OGE et OSC sont renforcées en vue de l’amélioration de la crédibilité des ***processus électoraux*** et d’une plus grande participation, notamment des femmes et des jeunes. | **Indicateur 2.1**: Nombre d’élections organisées avec un fichier électoral biométrique mis à jour base : 0Cible : 2 mises à jour**Indicateur 2.2**: nombre d’OSC appuyées ayant mené des activités d’éducation civique en vue de l’amélioration de la participation citoyenne aux élections, notamment celle des femmes base : 107 en 2013Cible : Au moins 107 en 2018 **Indicateur 2.3 :** Nombre d’assistances fournies à l**’**Etat malien, aux OGE (DGE, CENI) Base : 3 types : (Appui logistique, assistances techniques ; Appui sécuritaire)Cible : 3 types (Appui logistique, assistances techniques ; Appui sécuritaire):  | Rapports des Observateurs Résultats officiels des élections communales/régionales et législatives proclamées par les instances compétentes(Cours et Tribunaux / Ministère de l’Intérieur) Rapports d’activités des OSCRapports de suivi/supervision  |  |  |
| **Produit 3 :** Les stratégies et plans d’action disponibles sont opérationnalisés pour l’approfondissement de la ***décentralisation et la consolidation de la gouvernance locale***. | **Indicateur 3.1** : Nombre de régions qui disposent de contrats Plans/Projets signés et opérationnels avec l’Etat. [[5]](#footnote-6)base : 0Cible : 4 régions **Indicateur 3.2** : nombre de collectivités renforcées pour la gestion équitable des ressources financières et humaines des anciennes et nouvelles compétences transférées base : Cible :  | Rapport de la revue sectorielle Décentralisation et Développement Institutionnel (Ministère de la Décentralisation et de la Ville / Commissariat au Développement Institutionnel)Rapport de la revue sectorielle Décentralisation et Développement Institutionnel (Ministère de la Décentralisation et de la Ville / Commissariat au Développement Institutionnel) | La non opérationnalisation des réformes envisagées pour approfondir la décentralisation |  |
| **Produit 4 :** Les capacités des institutions publiques (au niveau national, régional, sectoriel) pour la planification et la programmation axée sur l’évidence, le S&E et la production des données statistiques comparables et désagrégés sont renforcés | **Indicateur 4.1** # (ou %) de politiques, stratégies, plans, budgets clés appuyés par l’UNDAF+ qui sont équitable et axés sur l’évidence. **Indicateur 4.2** # d’unités/services de planification/ S&E/statistiques avec une capacité technique renforcées pour la collecte, analyse, et utilisation des données désagrégées Base : 5, Cible : 12Instat, DNP, Services décentralisés **Indicateur 4.3** Un compendium national des indicateurs effet et processus standardisé [TBD]**Indicateur 4.4** # des enquêtes et études clés menés avec un rapport final publié sur les thématiques prioritaires appuyés par cet UNDAF+**Indicateur 4.5** % d’enfants <1 an dont la naissance a été enregistrée  | Politiques, guides, plans, budgets appuyé par cet UNDAF+ (nouveaux/révisés)CompendiumResearch outputs; Rapports finalsMICS, INSTAT ; Registres administratifs  |  |  |
| **Produit 5 :** Les capacités des ***organisations de la société civile*** et des médias sont renforcées en vue d’améliorer le contrôle citoyen, la redevabilité des institutions et la participation des femmes et des jeunes dans la vie publique. | **Indicateur 4.1** : Nombre des structures faitières et plateformes de la société civile ayant bénéficié de renforcement des capacités sur les techniques de contrôle citoyen.base : 20 ; Cible: 62 **Indicateur 4.2** : Nombre d’initiatives entreprises par des structures faitières et plateformes pour influencer les systèmes de gouvernance et les politiques publiques prenant en compte l’équité et l’égalité du genre.base : 0 ; Cible : 5 (soit 1/an) **Indicateur 4.3** : Nombre d’émissions, articles, publications en rapport avec le contrôle citoyenbase : 0 Cible : 10 (soit 2 rapports/an sur différents sujets en rapport avec la gouvernance) | Rapports annuels des organisations faitières et plateformes des OSC et des médiasPlateforme E-OSC | Difficultés de mise en œuvre des accords de paix; persistance de l’insécurité ;Absence de système efficace de motivation des acteurs ;Persistance de la corruption  |  |

|  |
| --- |
| **Matrice des résultats UNDAF+ Axe 3 : Services Sociaux de Base** |
| **Priorité nationale :** reconstruction de l’école malienne et mise en œuvre d’une politique active de développement social |
| **Effets UNDAF** | **Indicateurs, lignes de base, Cible** | **Moyens de vérification** | **Risques et hypothèses** | **Rôle des Partenaires** | **Ressources indicatives** |
| ***Effet :* D’ici 2019, les populations, en particulier les femmes et les enfants les plus vulnérables et celles affectées par les crises, ont un accès accru et équitable et utilisent les SSB de qualité****Lead : Gouvernement****Co-lead : UNFPA, UNICEF,****Autre :** **OMS, PAM, UNESCO, ONUSIDA, ONUFEMME, FAO, UNHCR ; OCHA ; PNUD ; Banque Mondiale** | Prévalence contraceptive. Base : 10 % *(EDS-M V* 2012); Cible : 15 %]Prévalence de l’excision chez les femmes âgées de 15 à 49 ans [B : 91% (EDSM V 2012). ; Ci 65%]Taux d’accouchement assisté par un personnel qualifié ; Base : 56% (2013); Cible : 65% Prévalence du mariage précoce (jeunes filles de moins de 18 ans) dans les localités d’intervention. . Base: 60,8 (MICS 2010) Cible: 58 %Prévalence de la malnutrition chronique. [Base : 28% ; Cible : 23%] Taux de couverture en ARV chez les adultes et enfants infectés par le VIH : Donnée de base adulte (estimation fin 2013) = 50% Cibles 90% en 2017 (selon le cadre stratégique national 2013 - 2017)Donnée de base enfant (estimation fin 2013) = 21% cibles 85% en 2018 (selon le plan national d’élimination de la transmission mère enfant du VIH 2015 – 2019)Taux de prévalence du VIH/SIDA chez les jeunes de 15à 24 ans. Base 0,8 % ; Cible: 0,6%Taux d’achèvement du primaire ; Base : 59% cible : 70%Taux de Préscolarisation (taux brut) :: [Base : 3.6% ; Cible : 10%] ; Taux brut/ d’’admission au premier cycle du fondamental pour les F/G) : G: [Base : 80.1 % ; Cible : 85%] ; F : 69.2 %) [Base : 55 % ; Cible : 85 %] ; Primaire (Taux brut/net de scolarisation, F/G) : G: [Base : 76.4% ; Cible : 90%] ; F : [Base : 64.0 % ; Cible : 90 %] | Enquête MICSEnquête EDSAnnuaires Statistiques des secteurs Éducation; santéPRODESS 14-18Rapport d’évaluation SONURapport annuel de la DNSRapports SISRapports d’activités conjointsPlan SRSISO  | **Hypothèses :**Disponibilité de ressources (matérielles, financières et humaines)Maitrise des effectifs des populations déplacées et d’accueilRisques :instabilité politique et institutionnelle**.** Persistance de la crise sécuritaireinsécurité dans les zones d’intervention Persistance des barrières socioculturelles | **S’applique à tous les produits****Gouvernement** :Leadership, financement, mise en œuvre et S/E, coordination**Collectivités locales** : Maîtrise d’ouvrage du développement local dans le domaine de la santé**Société Civile** : prestation de services, suivi / évaluation sur le terrain, plaidoyer **Communautés :** mobilisation sociale en faveur des populations surtout des déplacés dans les zones d’accueilSecteur privé : mobilisation de ressources additionnelles |  |
| **Produit 1 :**Les femmes, enfants et jeunes? en particulier les plus vulnérables utilisent un paquet intégré **de services de santé** de qualité | **Indicateur 1.1** Taux de couverture vaccinale en Penta valent 3 des enfants 12-23 mois (identification district les plus faibles UNICEF/OMS[Base : 74% ; Ci 90%]  **Indicateur 1.2** : Taux d’utilisation des services curatifs. Base : 0.35 nouveau cas/an/habitant en 2013  Cible : 0,40 nc/hbt/an**indicateur 1.3** : % de CSCOM offrant les services de SONUB [B : 7,14 % ; Cible 30 %]% de besoins non satisfaits en contraception ; Base : 26 % (2013) Cible : 23 %Adolescentes : base : 23,3% cible : 20%**Indicateur 1.4** : Proportion de services de PF n’ayant pas connu de rupture de stock durant les six derniers moisBase : 57% Cible : 90%**Indicateur 1.5** : Taux de rupture de stock de médicament du panier communBase : 30,5 %  (2013); Cible : 10%**Indicateur 1.6** : Pourcentage de districts ciblés mettant en œuvre la CPS (Chimio prévention du paludisme saisonnier) contre le paludismeBase : 39% % Cible : 100 %**Indicateur 1.7** : pourcentage de structures sanitaires assurant la surveillance des facteurs de risque de maladies non transmissibles. Base : 5%    cible : 30%**Indicateur 1.8** : Taux de couverture en  VAR : Base : 81 % (2013) Cible 90% (désagrégation H/F) **Indicateur 1.9** : % de structures de santé mettant en œuvre le paquet minimum WASH (Base : 0% Cible : 25%)**Indicateur 1.10** : Proportion de la population exposée au ver de GuinéeBase : 39% cible :0% | Enquête MICSEnquête EDSEnquête Sécurité AlimentaireEnquête Dépenses de MénagesAnnuaires Statistiques des secteurs, SantéDonnées de couverture des ProgrammesRapport d’évaluation SONURapport annuel de la DNSSIS | Insécurité dans les zones d’interventionDiminution des ressources financières |  |  |
| **Produit 2*:***Les populations, en particulier les plus vulnérables ont accès à des services de qualité de prévention **et de prise en charge du VIH et du Sida**.  | **Indicateur 2.1** : Pourcentage de jeunes âgés de 15 à 24 ans connaissant les moyens de prévention de la transmission sexuelle du VIH et qui rejettent les principales idées fausses concernant la transmission du virus. [Base: Homme 33, Cible : 40 ; Femme 23.7, Cible 33]**Indicateur 2.3** : Taux de couverture en PTME (% de femmes enceintes séropositives attendues et leurs enfants qui reçoivent les ARV pour réduire la transmission mère enfant du VIH). Base : 60% (estimation fin 2012) ; Cible : 90% en 2018 (selon le plan national d’élimination de la transmission mère enfant du VIH 2015 – 2019) | Enquête MICSEnquête EDSEnquête Dépenses de MénagesAnnuaires Statistiques des secteurs SantéDonnées de couverture du ProgrammeCadre stratégique national de lutte contre le VIH/SIDA 2013 – 2017Plan national d’élimination de la transmission mère enfant du VIH 2015 – 2019 | Situation d’insécurité/ conflit armé dans les zones d’interventionDiminution des ressources financièresMauvaise gouvernance |  |  |
| **Produit 3** Les mères et les enfants, particulièrement les plus vulnérables ou affectées par les crises alimentaire et nutritionnelle, bénéficient d’un **paquet complet d’interventions nutritionnelles** au niveau des communautés et des services [] | **Indicateur 3.1** pourcentage d’enfants souffrant de la malnutrition pris en charge dans les centres nutritionnels  (base : 57% 2013, cible : 80%) **Indicateur 3.2** : prévalence de l’insuffisance pondérale [Base : 19% ; Cible : 10%] **Indicateur 3.3** : Prévalence de la malnutrition aiguë globale chez les enfants de 6-59 mois  (base : 12.7% EDSM V, cible : 8%)**Indicateur 3.4** : Proportion de femme ayant un IMC <18,5] [Base : 5.3% ; Cible : 4.1%] | Enquête MICSEnquête EDSEnquête SMARTAnnuaires Statistiques des secteurs SantéDonnées de couverture des ProgrammesEnquêtes SMART | Insécurité dans les zones d’interventionDiminution des ressources financièresSituations de crise  |  |  |
| **Produit 4 :**Les enfants d’âge préscolaires et scolaires et les jeunes, particulièrement les plus vulnérables **ont accès à une éducation de base de qualité**  | **Indicateur 4.1**  Nombre de garçons et de filles non scolarisés et déscolarisés bénéficiant d’opportunités d’intégration dans l’enseignement formel ou d’opportunités d’alphabétisation/formation professionnelle.Base : 1 200,000 enfants non-scolarises/déscolarises ; Cible: 600,000 enfants non-scolarisés/déscolarisés)Taux de transition primaire secondaireBase : Cible : **Indicateur 4.2** Nombre/Pourcentage d’écoles appliquant les normes et les standards d’un enseignement de qualitéTOTAL : [7% = 900 écoles; Cible: 20% = 2,500 écoles] ;**Indicateur 4.3** Pourcentage de garçons et de filles affectés par des situations d’urgence bénéficiant d’un accès continu à une éducation de qualité G: [Base: *non disponible*; Cible: 100%]; F: [Base: *non disponible*; Cible: 100%] ; TOTAL : [Base : 80%; Cible: 100%] ; | Enquête MICS 2010Enquête EDSEnquête Dépenses de MénagesAnnuaires Statistiques Cluster Education | Insécurité dans les zones d’interventionDiminution des ressources financières |  |  |
| **Produit 5** Les groupes vulnérables (jeunes filles, garçons et femmes) bénéficient de protection et de prise en charge adéquate contre les violences, abus et exploitation  | **Indicateur 5.1** Nombre de victimes de viols prises en chargeBase : 626 Cible: non déterminé**Indicateur 5.2** : Taux d’enregistrement des naissances[Base : 81% ; Cible : 86 %] **Indicateur 5.3** : Proportion des filles mariées avant 15 ans et avant 18ans Avant 15 ans : Base : 20%% ; Cible : 18%] Avant 18ans : Base : 50% ; Cible : 48 %]**Indicateur 5.4** : Taux de prévalence des Mutilations Génitales Féminines chez les tranches d’âge (0-14ans ; et 15-49ans)15-49ans [Base : 91% ; Cible : 86% %]0-14ans [Base : 69% ; Cible : 64%]**Indicateur 5.5** : Nombre de survivant(e)s de VBG prises en charge médicale, psychosociale, légale] (désagrégation par type d’appui)Base : 3542 Cible 12000Aide légale : Base 31**Indicateur 5.6** Nombre de législation spécifique adoptée sur les VBG[Base : 0 ; Cible : 1 | Enquête MICSEnquête EDSAnnuaires Statistiquesrapport annuel sous-cluster VBG | Engagement politique nationalPesanteurs socio-culturelles |  |  |
| **Produit 6**: les groupes vulnérables bénéficient de services **de protection sociale adéquat**  | **Indicateur 6.1** : Existence d’un cadre politique et juridique de protection sociale réformé (Non /Oui)[Base : cadre politique et juridique non réformé ; Cible : disponibilité d’un cadre politique et juridique réformé]**Indicateur 6.2** ; Pourcentage de la population couverte par les mutuelles de santéBase 4% 2012 cible : 5%**Indicateur 6.3** : Nombre de ménages vulnérables bénéficiant d’un transfert monétaireBase : 4761 ; Cible 122 000 | Rapports sur la protection sociale au Mali | Accroissement de la pauvreté Explosion démographique |  |  |

|  |
| --- |
| **Matrice des résultats UNDAF + : Axe 4 Croissance Inclusive et Développement durable** |
| **Priorité nationale**: construction d’une économie émergente |
| **Résultats UNDAF** | **Indicateurs, lignes de base, Cible** | **Moyens de vérification** | **Risques et hypothèses** | **Rôle des Partenaires** | **Ressources indicatives** |
| ***Effet : Les populations défavorisées particulièrement les femmes et les jeunes, bénéficient de capacités et d’opportunités productives accrues, dans un environnement sain et durable, favorable à la réduction de la pauvreté*****Lead : Gouvernement****Agences et Sections : MINUSMA :****Co-lead :** S&R, ECU**PNUD & FAO****Autres** : UNICEF, CNUCED, ONUDI, FIDA, UNFPA, PAM, OMS, BIT, UNHABITAT, UNEP, UNCDF, ONU femmes | Taux d’insécurité alimentaire Base : 29% Cible : 14%Taux de chômage :Base : 10% (population en âge de travailler) Cible : 5 %Taux de croissance économique :Base : 1,7% (2013) Cible : 7% (2019) Taux de pauvreté**:**Base: 43,6% Cible : 21% | Enquête HEA/SMART/ENSAN/Cluster SA/NRNOMD, RNOMD, Rapport Afrique OMDRNDH/RMDHAEO, Rapports missions FMINotes de conjoncture | R : Insécurité sur le territoire; instabilité politiqueH : Cohésion nationale; Inclusion | UN : Appui technique (formulation et appui à la mise en œuvre) aux politiques de lutte contre la pauvretéGouvernement : Leadership du dialogue GdM/PTF (dont UN) |  |
| **Produit 1 :** Les populations défavorisées et les exploitations familiales bénéficient de compétences techniques, **de moyens et d’activités génératrices de revenus pour améliorer la sécurité alimentaire** et nutritionnelle. | **Indicateur 1.1** Nombre de femmes et d’enfants ayant bénéficié d’assistance alimentaire par rapport à la population totale affectée par l’insécurité alimentaire base assistance alimentaire: 1,23 millions (2013) cible : 600 000 **Indicateur 1.2** Nombre de bénéficiaires de projets d’AGR opérationnalisés dans les zones affectées par l’insécurité alimentaire et nutritionnelleBase : 5 331 personnesCible : 10 000  | Enquête HEA/SMARTEnquête ESAN MICS ESAN Enquête Sécurité Alimentaire et nutritionnelle (SCA, PAM, Cluster) CNSVA (FAO) -- productionIndicateur CSCRPProgramme dataObservatoire (ODHD) INSTAT |  Stabilité de la situation sécuritaireChangement climatiqueRisque de catastrophesParticipation et adhésion des bénéficiaires | UN : Assistance techniqueApport de ressources Suivi-évaluationGouvernement : Encadrement technique en nombre et en qualitéRessources financièresSupervision |  |
| **Produit 2 :** Les structures étatiques, le secteur privé, la diaspora et la société civile disposent de compétences techniques et de moyens pour améliorer **les capacités productives et commerciales** pour impulser une croissance verte et inclusive  | **Indicateur 2.1** Une instance nationale (CSSP, CPI) de pilotage du dialogue public -privé opérationnaliséeBase : 0Cible : 1**Indicateur 2.2** Nombre de réformes de l’environnement des affaires appuyées Base : 0Cible : 5**Indicateur 2.3** La stratégie de croissance accélérée opérationnaliséeBase : 0Cible : 1**Indicateur 2.4** Nombre de structures publiques-privés ayant développé des plans en vue d’une croissance verte et inclusiveBase : 2Cible : 3 **Indicateur 2.5** Nombre de chaînes de valeur dans l’agroalimentaire développées Basel : 4 Cible : ?**Indicateur 2.6** Volume d’exportations des produits non traditionnels (y inclus mangue, karité)Baseline : 24,697 T/mangues (2013)Cible : 35,000 T mangues  | Rapport Comptes économiques du MaliEnquêtes sectoriellesRapport d'évolution du chiffre d'affaire des entreprises soutenues L'amélioration du climat des affaires (rapport Doing business) |  |  |  |
| **Produit 3**La mise en œuvre des politiques nationales de **création d’emplois et d’entreprenariat féminin favorise une meilleure insertion socio-économique** des jeunes et des femmes. | **Indicateur 3.1** Nombre d’emplois générés pour les jeunes et les femmes dans les zones affectées par la criseBaseline : 0 ; Cible : 500**Indicateur 3.2** Nombre de femmes et de jeunes ayant bénéficié de l’appui financier des Structures de financements décentralisés (SFD)Baseline : Cible : | Rapport compte BSIRapports SFDRapport de mise en œuvre | Déficit de données statistiques régulièrement produites et désagrégées sur letravail et l’emploi ;• Insuffisance de collaboration/coordination/synergie des actions des servicestechniques des départements en charge de l’emploi des jeunes et du travail et faiblecohérence des différentes interventions dans le domaine de l’emploi des jeunes | Gouvernement :Encadrement technique en nombre et en qualitéRessources financièresSupervisionPTFsAssistante technique et financière dans le cadre de la Coopération bilatérale et multilatérale  |  |
| **Produit 4 :** Les populations vulnérables bénéficient d’un meilleur cadre de vie à travers un **accès durable à l’eau et un assainissement adéquat** | **Indicateur 4.1** Pourcentage de la population ayant accès à une source d’eau améliorée B : 67% C : 82% urbain/rural à déterminer**Indicateur 4.2** Pourcentage de la population ayant accès à des infrastructures sanitaires amélioréesB : 22% C : 40% urbain/rural **à déterminer****Indicateur 4.3** Pourcentage de la population ayant recours à la défécation à l’air libreB : 13% C : 5%**Indicateur 4.4** % de collecte et de traitement des déchets solides pour Bamako ;Base: 45% en 2006Cible : 50% en 2019**Indicateur 4.5** % de ménages à Bamako disposant d’un contenant pour les déchets solidesBase : 12% en 2006Cible : 20 % en 2019 Indicateur 4.6 % de ménages disposant d’un contenant pour les déchets solides dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal Base : 0Cible : 4 %  | MICS (2015, 2018)EDSJMPDSUVA : Stratégie nationale de gestion des déchets solides au Mali (2006)DNACPN : Stratégie nationale de gestion des déchets solides au Mali (2006)Jugement d’expertsRapports sur l’état de l’environnement;Études stratégiques pour orientations futuresProfil environnemental du Mali | Risque : instabilité politique et sécuritaireHypothèse : Mise en œuvre correcte des politiques sectorielles | Accompagnement technique et financière |  |
| **Produit 5 :** La résilience des populations face aux changements climatiques est renforcée par la mise en œuvre des politiques de promotion **de l’utilisation accrue des énergies nouvelles et renouvelables, l’efficacité énergétique par des mesures d’adaptation aux changements climatiques et de réduction des risques de catastrophes** | **Indicateur 5.1** % des énergies renouvelables utilisées dans la consommation nationale d’énergie ;Base : 5% en 2009Cible : 10% en 2019 **Indicateur 5.2** Nombre de villages bénéficiaires de technologies d’énergie solaires:Base : 100 en 2011Cible : 200 en 2019 **Indicateur 5.3** % des producteurs agricoles utilisant des variétés adaptées aux changements climatiques ;Base : 30% en 2014, Cible : 35% en 2019 **Indicateur 5.4** % producteurs agricoles utilisant des techniques de maîtrise et de gestion d’eau et/ou des techniques de gestion durable des terres. Baseline : 15%, Cible : 20%**Indicateur 5.5** La plateforme de gestion des catastrophes opérationnaliséeBase: 0 ; Cible : 1**Indicateur 5.6** Nombre de politiques et plans sectoriels ayant intégré la Réduction des Risques de Catastrophes :Base: 0 ; Cible : 2**Indicateur 5.7** Nombre de comités communaux et locaux de RRC mis en place et opérationnelsBase : 0, Cible : 15 | Politiques et plans d’actionRapports du Ministère de l’Énergie et de l’Eau, de la DNE et du CNESOLERCommunications nationales dans le domaine des changements climatiques;Rapports sur l’état de l’environnementAnnuaire statistique du secteur de l’énergieRapports de la Direction Nationale de l’Agriculture;Communications Nationales sur les changements Climatiques (AEDD);Rapports de la direction Nationale de l’HydrauliqueRapports d’activités de la plateformePV de formationPV de formationNombre de cahiers de charge élaborés et mis en œuvreCompte rendu des Conseils des MinistresPV de mise en place | Risque : instabilité politique et sécuritaireHypothèse : services de vulgarisation fortement impliqués.Hypothèse : Assemblée Nationale et Autorités décentralisées fortement engagées.Hypothèse : Mise en œuvre correcte des politiques sectoriellesDéficit de données statistiquesManque de volonté politique éventuel d’accorder la priorité à ce produitLe DDR et la résilience sont des thématiques transversales qu’on ne peut se contenter de mesurer dans le seul domaine environnementalStabilité politique. Autorités politiques sensibles à la RRC | Accompagnement technique et financierEncadrement techniqueFinancement |  |
| **Produit 6 :** Les populations et les autres acteurs affectés par la **désertification et la déforestation bénéficient de capacités accrues pour gérer de manière durable les ressources naturelles** et protéger la biodiversité et les écosystèmes  | **Indicateur 6.1** Superficie des aires protégées Base : 100000 ha en 2010Cible : 131220 ha (2019) **Indicateur 6.2** Bilan des émissions/absorptions de gaz à effet de serre dans le secteur du changement d’affectation des terres et de la foresterieBase: -42318 Giga grammes de CO2Cible : -65646 Giga grammes de Co2**Indicateur 6.3** Nombre de projets mis en œuvre à travers le Fonds Climat MaliBase : 3; Cible : 25 | Communications Nationales sur les changements Climatiques;Communications Nationales sur les changements Climatiques (AEDD);Jugements d’experts Communications Nationales sur les changements Climatiques (AEDD)Documents de projets | instabilité politique et sécuritaireMise en œuvre correcte des politiques sectorielles |  |  |

1. La Décentralisation au Mali : Etat des lieux et Perspectives FMI 2014 [↑](#footnote-ref-2)
2. Plan d’action Etats Généraux Décentralisation [↑](#footnote-ref-3)
3. 15 collectivités contrôlées sur 761 [↑](#footnote-ref-4)
4. Soit 228 collectivités contrôlées [↑](#footnote-ref-5)
5. Cet indicateur est tiré du Plan d’actions issu des recommandations de la Décentralisation [↑](#footnote-ref-6)